

A NOS AGENTS.

Jusqu'à nouvel ordre nos agents pourront continuer d'accorder la Prime, *Jésus au milieu des Docteurs*, aux personnes qui désireront s'abonner à *L'Opinion Publique*, pourvu que le premier semestre soit payé d'avance.

Nos agents sont instamment priés aussi de collecter les sommes qui nous sont dues jusqu'à la date du 1er janvier 1873. Nous engageons les abonnés retardataires à régler avec leurs agents respectifs s'ils ne veulent pas que l'envoi du journal leur soit suspendu.

Les abonnés de Montréal, ceux des quartiers St. Jacques, Ste. Marie et St. Louis, sont respectueusement invités de se préparer à recevoir la visite de notre agent, M. Ed. Dorion, qui collectera bientôt dans ces trois quartiers. Nous profitons de cette occasion pour donner avis que désormais les abonnements seront payables tous les six mois.

Les Primes sont distribuées. Si quelques-uns de nos souscripteurs ont été oubliés ils pourront, sur présentation de leurs reçus, réclamer à nos bureaux, Côte de la Place d'Armes, No. 1.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 27 FEVRIER, 1873

BULLETIN.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le Cabinet Local ne s'est pas encore reformé et les rumeurs continuent leur train. On ne sait pas même encore qui sera Premier. La succession de M. Chauveau flotte entre MM. Archambault et Ouimet. On dit que les membres du ministère-Chauveau se portaient une sympathie telle qu'ils ne peuvent plus se séparer; ils regrettent énormément que la pratique constitutionnelle ne permette pas la création de ministères permanents ou héréditaires.

Il reste, néanmoins, toujours acquis que MM. Chauveau, Beaubien et de Boucherville s'en vont, et que MM. Ross, Fortin et Chapleau arrivent. Voici comment le *Montreal Gazette* de la semaine dernière annonçait la nouvelle, quant au dernier :

" Nous croyons que M. Chapleau a gagné constamment et à justes titres dans la faveur populaire. On n'a jamais mis en doute ses capacités. Puis, en avançant en âge, et à mesure que sa responsabilité comme homme public augmentait, il s'est tracé un passage jusqu'aux premiers rangs, en dépit des préjugés qui existaient contre lui."

La *Minerve*, de son côté, a consacré à M. Chapleau un article très élogieux, dont nous citons quelques lignes pour faire connaître comment il est apprécié par les organes conservateurs :

" Le parti conservateur choisit actuellement M. Chapleau, sans jeter pour cela de mépris sur ses autres membres. Voilà douze années que M. Chapleau combat vaillamment les combats de notre parti. Voilà douze années qu'il dépense, qu'il prodigue dans les luttes si pénibles du husting son talent incontestable, son incomparable éloquence, ce tact, ce sens politique qui ont valu tant de triomphes à notre parti. Quel est l'ami politique qui n'a pas eu besoin de lui et quel est l'ami politique qu'il a jamais refusé? Toujours prêt, le jour, la nuit, à travers les obstacles et les tempêtes, M. Chapleau a donné le plus bel exemple qui se soit vu du dévouement à son parti. Il n'a craint ni les sarcasmes, ni les personnalités souvent blessantes, ni les injures de ses adversaires. Nos ennemis les plus formidables ne l'ont jamais fait dévier d'une ligne. Personne ne contestera que depuis bien des années il est devenu le plus redoutable de nos jouteurs; personne n'ignore aussi que la colère de nos adversaires a grandi contre lui en proportion du mal qu'il leur a fait et que les calomnies de toutes sortes ont été inventées pour le détruire."

" Il ne faut pas être conservateur pour regretter qu'on appelle aujourd'hui, pour se former à la haute politique, celui d'entre nous qui est le mieux doué et qui devra plus tard, faire notre lutte à tous, au nom de notre Bas-Canada. Il y en a qui ne comprennent pas cela: ce sont ceux qui n'ont que l'idée de leur clocher."

Le *Globe* malmène M. Goldwin Smith à propos d'un article de ce dernier, paru dans le *Canadian Monthly* en faveur de l'indépendance des colonies. Le *Globe* est intraitable sur cette question. Lui aussi, il voudrait la connection britannique perpétuelle, comme MM. Blake et McKenzie. M. Huntington ne songe plus à la question. M. Young a regretté de l'avoir agitée, on n'y pense plus ici: pourquoi la ressusciter? Tel est le dire du *Globe*, qui trouve absurde qu'on parle de nouveaux changements constitutionnels, de nouvelles entreprises politiques, quand on vient de faire la Confédération, qu'elle parait bien fonctionner et qu'on ne l'a pas encore, à tout événement, soumise à une expérimentation suffisante pour la condamner et la rejeter. Ce qu'il nous faut maintenant, ce dont nous avons spécialement besoin, dit le *Globe*—et nous l'avons dit avant lui dans ces colonnes—c'est la prospérité, l'agrandissement; c'est l'occasion, ce sont les moyens de développer nos immenses ressources naturelles; défricher nos forêts, peupler nos déserts, retenir notre population, en attirer une autre par l'immigration et le rapatriement, sillonner le pays de chemins de fer, asseoir l'industrie nationale sur des bases sûres et larges. Qu'on donne la confiance au pays, qu'on crée un esprit national; qu'on se dise que le Canada peut se suffire, s'il le veut. Mais, pour cela, il faut écarter les chimères, les théories et les utopies. Un peuple ne s'accroît, ne prospère et ne se consolide

que par la sécurité, la confiance, la tranquillité, et surtout par la stabilité de ses institutions politiques. Si vous faites constamment miroiter à ses yeux la perspective d'un changement de régime qui dérange ou déplace son assiette économique, vous rendez tout progrès, toute prospérité impossible.

Le *Times* nous insulte de nouveau. Un poète lauréat trouve admirable notre attachement à la couronne britannique; le *Times* le trouve détestable. Notre apprentissage comme nation est fini; nous pouvons désormais faire seuls nos affaires. Il veut que nous proclamions notre indépendance. Notre état colonial, en se maintenant, ne peut être que préjudiciable et à l'Angleterre et à nous. Nous souffrons des bévues des hommes d'Etat anglais, et eux souffrent des nôtres. Au reste, notre condition de colons nous a abrutis: nous n'avons pas l'idée du *self-reliance*; nous ne pouvons rien par nous-mêmes. Et la meilleure preuve, c'est que les Canadiens-Français, descendants d'une nation fière et énergique, ne sont plus, sous le régime nouveau, qu'une race abâtardie et descendue au niveau du sauvage des bois.

Toute la presse anglaise a protesté contre les injures du *Times*; elle prétend, avec raison, croyons-nous, que le *Jupiter Tonnant* a calomnié et l'Angleterre et le Canada; qu'en cette occasion le *Times* représente précisément l'antipode de l'opinion anglaise. Nous le croyons sans peine. Nous pouvons même aller plus loin et dire que Lord Dufferin a à remplir une mission diamétralement opposée à celle que poursuit le *Times*.

Nous faisons peu de cas de l'injure directe adressée aux Canadiens-Français. Le rédacteur du *Times* n'est pas le premier européen qui nous calomnie. La *Minerve* a fait au *Times* une réponse qui restera. " Venez, lui dit-elle en substance, dans la Province de Québec; voyez ce que les Canadiens-Français ont accompli de progrès moraux, intellectuels et matériels, depuis la conquête. Si, après un examen attentif, vous ne découvrez pas qu'ils ont, malgré certains désavantages marqués, fait des progrès au moins égaux à ceux de leurs compatriotes anglais ou écossais, vous serez déclaré digne de n'écrire que des balivernes comme celles que vous venez de donner au public anglais."

C'est bien cela. La *Gazette* de Montréal de samedi, 22 courant, a un correspondant qui va presque aussi loin. Ce correspondant, tout anglais qu'il soit, n'hésite pas à flétrir l'article du *Times* en ce qui regarde les Canadiens-Français. Ils ne sont inférieurs à aucune autre race, suivant lui; leur seul défaut est d'être un peu routiniers. Ils manquent un peu d'esprit pratique. Mais comme intelligence, comme savoir-vivre, comme politesse, ils ne le cèdent à aucune autre race. C'est l'opinion du correspondant de la *Gazette*. Il ne parle que du peuple travailleur, de l'ouvrier des villes comme de l'ouvrier des campagnes. Même à ce point de vue, il ne dit pas toute la vérité. La classe travaillante a plus d'intelligence, d'esprit d'initiative qu'il ne lui en suppose.

Quant aux hommes publics, il est bien reconnu qu'ils sont au moins les égaux de ceux des autres races. L'histoire des vingt-cinq dernières années est là pour le prouver.

J. A. MOUSSRAU.

UN HARAS.

Nous publions plus loin quelques extraits d'une lettre de M. Benoit, député de Chambly, publiée dans la *Minerve* et autres journaux de la Province. C'est un chaleureux appel fait aux agriculteurs de prendre des parts dans une compagnie fondée par M. Bonnemant et subventionnée par le gouvernement, dans le but d'établir ici un haras national sur des bases solides. Nous espérons que l'appel de M. Benoit trouvera un écho sympathique et efficace dans les classes agricoles et chez tous ceux qui ont à cœur l'amélioration de la race chevaline. Le sujet est de la plus haute importance et celui qui le traite mérite considération. M. Benoit joint, à un patriotisme de bon aloi, une grande intelligence pratique des besoins de la classe agricole et des réformes de tous genres nécessitées par l'état arriéré de l'agriculture dans la Province de Québec. Si chaque comté, avait à sa tête un homme comme M. Benoit, on verrait de bons, d'utiles, d'excellents changements dans le pays d'ici à quelques années. Il est peu, trop peu d'hommes aussi intelligemment dévoués aux intérêts agricoles.

J. A. MOUSSRAU.

NOS GRAVURES.

NOS GRAND'MÈRES.

C'est un anglais qui parle de ses grand'mères du temps de George III. Les anciennes modes dont on s'est tant moqué pourraient bien revenir. Déjà en quelques endroits on se grossit et on s'allonge la tête de telle façon que le corps peut difficilement la porter et il pourrait bien arriver qu'on se peindrait avant longtemps la figure comme de ce temps-là.

LE LION DE NEIGE.

C'est l'œuvre d'un élève de l'Université-Laval.

Le bruit a couru que le poste de percepteur des Douanes à Montréal avait été offert à l'hon. John Young. On ajoute que le député de Montréal-Ouest a refusé cette offre.

UN VIEUX LION ET UN OURS JEUNE.

Quelques esprits timorés redoutent que l'envahissement du Khiva par la Russie ne donne lieu à de funestes complications entre cette Puissance et l'Angleterre.

Que les amis de la paix se rassurent: le lion britannique endurera ce nouveau coup de bâton sur ses griffes usées comme il en a enduré et comme il en endurera encore bien d'autres—sans coup férir.

On se souvient, il y a quelques années, d'un envahissement non moins humiliant pour le prestige anglais, celui de la Mer Noire par les vaisseaux de guerre de cette même Russie, contrairement aux stipulations du traité qui suivit la prise de Sébastopol.

A la première intimation donnée par la Russie de son intention de ne plus considérer que comme une vieille loque le traité de 1856, il n'y eut par tout l'empire britannique qu'un long cri d'indignation et de rage: rien moins que des flots de sang ne pourraient laver cette injure, si la Russie osait jamais manquer à de si solennels engagements.

Bast! le Russe, qui savait à qui il avait affaire, fit bientôt suivre la menace de l'exécution, et l'Angleterre fut trop heureuse de cacher dans les grimaces diplomatiques d'un congrès, la honte de son impuissance.

La même comédie se joue actuellement à propos du Khiva. Le lion anglais a d'abord montré une vieille dent ébréchée, mais l'ours du Nord, sans paraître y prendre garde, a continué son chemin de son pas lent mais sûr.

Les dernières nouvelles nous apprennent l'ultimatum de l'Angleterre, assignant à la marche envahissante du colosse moscovite les limites de l'Afghanistan. Il ne faut pas être prophète pour avancer que la Russie ne tiendra aucun compte de cette injonction, que l'Angleterre la laissera faire et que sa diplomatie tâchera de fuir par quelque autre porte dérobée le ridicule de sa position.

La Reine des mers est entrée dans la voie du recul, et quand une nation en est rendue là, Dieu sait où les reculades la conduisent.

Depuis qu'elle a assisté avec le calme froid de son égoïsme habituel à l'égorgeage brutal de sa puissante et fidèle alliée, la France,—l'Angleterre se voit imposée par la force irrésistible des événements une alternative cruelle: reculer ou mourir.

A. B. LONGPRÉ.

LA FRANCE ET LE CANADA.

Nous avons déjà parlé des efforts que font en ce moment un français, M. Sauton, et des canadiens, MM. Rolland & Fils, pour répandre et faire connaître en France la littérature canadienne. Nous avons dit que, d'après toutes les apparences, cette entreprise ne pouvait être en meilleures mains.

Nous avons déjà les preuves que notre confiance était bien fondée.

M. Rolland avait envoyé à Paris une caisse pleine de livres canadiens; M. Sauton en fait demander une autre. Il est satisfait du résultat de ses efforts et annonce que plusieurs journaux français vont à l'avenir s'occuper des productions canadiennes. MM. Sauton et Rolland auront plus fait, s'ils continuent, pour mettre la France et le Canada en communication littéraire que les gouvernements de ces deux pays depuis cinquante ans.

Nous sommes heureux de voir que la France sache enfin ce que nous sommes, ce que nous avons fait pour rester fidèles à notre origine, aux croyances et aux glorieuses traditions qu'elle nous a léguées.

Lorsqu'elle lira le récit des luttes héroïques que nous avons soutenues pour fonder et conserver ce qu'on a appelé longtemps la *Nouvelle-France*, elle estimera davantage une nation qui a tant souffert pour être digne d'elle. Elle verra que nous avons dignement porté l'honneur du nom français en Amérique et que nulle part, pas même en France, on est plus français qu'en Canada. Elle regrettera, peut-être, alors d'avoir ignoré si longtemps notre existence, comme elle a commencé déjà à regretter de nous avoir abandonnés. Elle, qui toujours protège les nations faibles luttant pour leur liberté, elle s'étonnera de n'avoir pas admiré plus tôt les efforts généreux d'un peuple qui porte si glorieusement son sang dans les veines.

Nous avons rougi quelquefois de cette ignorance de la France à notre égard, on supporte toujours difficilement les dédains ou l'influence de ceux qu'on aime, de ceux pour qui on a souffert. Mais rien jamais n'a pu nous détacher de la France; nous sentons que nous sommes une partie d'elle-même, sans le vouloir, nous pleurons avec elle dans ses malheurs et nous partageons sa joie dans son bonheur et ses triomphes. Nous apprenons sur les genoux de nos mères à aimer la France et nous grandissons dans la pensée de rester français. On trouve ce sentiment à chaque page de notre histoire; il a fait accomplir à nos pères des prodiges de courage et nous a soutenus dans des luttes dont la France aurait le droit d'être fière.

Mais ce n'est pas un article que nous voulions faire, nous avions seulement l'intention de reproduire ce que *L'Instruction Publique*, journal important de Paris, dit des ouvrages